

REPENSER LA SECURITE APRES LA GUERRE D'UKRAINE

Nicolas Baverez

L'année 2022 a marqué un changement d'ère stratégique. La guerre d'Ukraine a ouvert la grande confrontation des empires autoritaires avec les démocraties. Elle a ramené la guerre de haute intensité au cœur de l'Europe et fait renaître une menace existentielle de la Russie sur les nations du continent qui mêle chantage militaire - y compris nucléaire - et offensive hybride transformant le gaz, l'alimentation, les flux de migrants, l'information ou les partis populistes en armes de déstabilisation massive. Elle a fait exploser la conflictualité dans le monde, de Taïwan au Caucase en passant par l'Afrique où la France a connu une amère défaite stratégique au Sahel.

L'Europe qui croyait la paix perpétuelle et la guerre impossible depuis la chute de l'URSS réalise que la paix est impossible et la guerre de retour. Une guerre qui mute. Le conflit ukrainien rappelle le caractère central de la dissuasion nucléaire tout en soulignant l'importance cruciale de la puissance de feu, des frappes en profondeur, des drones et de la défense antimissiles, mais surtout des données qui permettent la gestion en temps réel du champ de bataille. Il souligne aussi l'évolution vers une guerre globale dont les populations civiles sont la première cible et où la résilience est clé. Enfin, a été mis en évidence le rôle irremplaçable des alliances, l'extraordinaire résistance de l'Ukraine étant impossible sans le soutien des Etats-Unis et de l'OTAN.

Dans un monde où la violence explose et sort de toutes les limites que l'on avait tenté de lui imposer, l'année 2022 a connu un rééquilibrage du rapport de force entre empires autoritaire et démocraties. La Chine est enfermée dans le désastre de la stratégie zéro Covid, dont la sortie non préparée se traduit par une flambée de l'épidémie et la mise à l'arrêt du pays. La Russie est durablement affaiblie par la débâcle de la guerre en Ukraine. L'Iran des mollahs fait face au soulèvement de la population contre le régime. Dans le même temps, les démocraties se sont réveillées. L'Allemagne et le Japon réarment. L'Union soutient l'Ukraine et se libère de la dépendance au gaz russe. Les Etats-Unis reviennent en Europe. L'OTAN renaît de ses cendres autour de la défense collective et de la défense de l'avant contre la Russie.

Les démocraties n'ont pas encore perdu face aux tyrannies du XXIème siècle. Elles continuent de disposer de formidables ressources mais il leur reste à démontrer leur volonté de défendre la liberté, leur capacité à endiguer la pression militaire des empires autoritaires et leur aptitude à se réformer. Leur réarmement constitue pour cela un test décisif, particulièrement pour la France et l'Europe qui se trouvent en première ligne face à l'agression russe. Notre pays se trouve ainsi placé par la guerre d'Ukraine devant des remises en question radicales et doit désormais clarifier son positionnement, ses alliances et son modèle d'armée.

La revendication du statut de puissance d'équilibre n'a pas de sens dans un monde en guerre où les démocraties font l'objet d'une menace vitale de la part des empires autoritaires. Elle

a conduit à multiplier les erreurs et les revers stratégiques, de la complaisance envers Moscou - réitérée par les déclarations d'Emmanuel Macron prétendant fonder la sortie de la guerre d'Ukraine sur la prise en compte des intérêts de sécurité de la Russie - jusqu'à la déroute africaine face aux djihadistes et à la Russie, en passant par la distance croissante avec les puissances du Sud global - dont témoigne la brouille absurde avec le Maroc -. Il est grand temps que la France, à l'image du général de Gaulle lors des crises de la guerre froide, réaffirme son engagement prioritaire au service de la défense de la démocratie. Ceci passe en premier lieu par une aide militaire conséquente à l'Ukraine, alors que la France reste très loin derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne, l'Allemagne et même l'Estonie.

La guerre d'Ukraine a également montré qu'il n'existait pas d'alternative aux Etats-Unis pour assurer la sécurité du continent européen, ce qui a conduit nos partenaires européens à plébisciter l'OTAN, avec pour symbole son élargissement à la Suède et la Finlande. Mais cette garantie est fragilisée par le dérèglement profond de la démocratie américaine et par la priorité stratégique que constitue l'endiguement de la Chine. L'objectif reste donc de constituer un pilier européen au sein de l'Alliance, notamment pour prendre en charge la lutte contre le djihadisme et être en situation d'agir de manière autonome en cas de nouvelle isolationnisme des Etats-Unis. Mais ce projet est plus que jamais paralysé par la priorité que s'est donnée l'Allemagne de redevenir le premier partenaire de l'armée américaine et la principale plateforme de l'OTAN sur le continent à l'horizon 2030 ainsi que par les déboires des programmes de coopération dans le domaine de l'armement. La construction d'un pilier européen de la défense ne doit être ni abandonnée, ni survalorisée, ce qui invite notamment à renouer une coopération militaire étroite avec le Royaume-Uni en développant les accords de Lancaster House.

Le défi principal réside dans l'évolution du modèle d'armée français, qui a été fondé après la guerre froide, en l'absence de menace stratégique directe, sur la préservation de la dissuasion nucléaire et la projection de forces dans le cadre de conflits asymétriques. Nos armées ne peuvent soutenir dans la durée un combat de haute intensité, ni apporter une aide significative à une démocratie qui serait agressée par un des empires autoritaires. L'heure n'est plus aux mesures correctives qui ont été engagées depuis 2015 mais à un véritable réarmement, qui suppose de redonner à nos forces le format, la puissance et la capacité à durer requis par le combat de haute intensité et la poursuite de la lutte contre le terrorisme islamiste. D'où la nécessité de réaligner les moyens avec les fins à l'occasion de la loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030, qui doit porter à terme l'effort de défense à 3 % du PIB.

Enfin la guerre d'Ukraine, après l'épidémie de Covid, a souligné la faible résilience de la France en raison des déficiences de l'Etat dans l'anticipation et la gestion des crises comme dans le fonctionnement des services de base de la santé, de l'éducation, de l'énergie, des transports et de la sécurité qui ne sont plus assurés. Dès lors que la sécurité est globale, le réarmement doit aussi être économique, politique et civique, avec pour condition une profonde réforme de l'Etat.

La guerre d'Ukraine constitue une révolution stratégique qui redessine durablement la géopolitique du monde. La France, si elle veut être en mesure de protéger sa population, son territoire et sa démocratie, doit en tirer toutes les conséquences. Il faut remettre en ordre de bataille non seulement les armées, mais aussi l'Etat et la nation. Aux armes citoyens !